

Paris, le 13 janvier 2026

L'UNSA était représentée par Jérôme CHAUR et Nicolas MARTEL.

La réunion du 13 janvier 2026, organisée par le Secrétariat Général / SAFSL / SDLP, avait pour objectif de présenter l'avancement des principaux projets immobiliers en cours, dans un contexte budgétaire contraint lié au service voté. L'ensemble des projets s'inscrit dans la stratégie immobilière de l'État, visant à moderniser les bâtiments, réduire l'empreinte énergétique et optimiser les conditions de travail.

### 1- Restructuration du site de Maine : un projet majeur pour reloger la DGAL

Le chantier du site de Maine prévoit l'installation de la DGAL fin 2027. Depuis 2024, le projet repose sur une co-construction avec agents, encadrement et direction. Des **ateliers** ont permis de définir les besoins en aménagement, flex-office, espaces collaboratifs et télétravail. Des **visites du bâtiment D**, des webinaires et des « cafés projet » en septembre et octobre 2025 ont présenté les plans et recueilli les retours des agents. Les organisations syndicales ont également visité le site.

Les consultations pour les marchés de travaux tous corps d'État se sont déroulées entre septembre et octobre 2025. Le lancement des travaux tous corps d'État est prévu courant avril 2026.

L'UNSA a posé la question sur les raisons de refus de certains marchés ? Dépassement des montants ou réponses non conformes à la consultation.

**Réponse :** Certaines offres ayant été jugées non conformes ou hors enveloppe, quelques lots ont été relancés en consultation. Les derniers dépôts d'offres sont attendus en février 2026.

Une charte d'aménagement des services est en cours d'élaboration, intégrant le micro-zoning par sous-direction.



La **charte des règles de vie**, utile au fonctionnement en flex-office (partage des espaces, salle silence, rangement, etc.), ne pourra être finalisée qu'à la fin de l'année 2026. La gestion du **confort thermique** a été abordée : la consigne de 26° sera appliquée pendant les périodes de fortes chaleurs, avec un dispositif de ventilo-convecteurs répartis dans le bâtiment (il s'agit d'une solution de rafraîchissement et non de climatisation).

Le relogement du CGAAER a également été évoqué : Les agents pourraient être transférés vers Varenne ou Barbet-de-Jouy, mais les modalités exactes restent à préciser, notamment en raison de travaux nécessaires à Barbet-de-Jouy.

Les locaux syndicaux présents à Vaugirard seront examinés lors d'une réflexion plus large des locaux de toutes les organisations syndicales, vraisemblablement après les élections professionnelles 2026.

**Le montant total des travaux est de 25,6 millions d'euros**

## 2- Rénovation des façades et huisseries – Site de Varenne

Un diagnostic mené en 2024 a révélé une forte dégradation des façades des bâtiments A, B et D, nécessitant des travaux majeurs : rénovation des pierres, dépollution amiante/plomb, remplacement des menuiseries par du double vitrage et possible changement du groupe froid du bâtiment A.

Les travaux doivent commencer en **avril 2026** pour un coût estimé à **8 millions d'euros**. Pour les huisseries, un micro-planning sera établi pour coordonner les interventions et limiter l'impact sur les agents.



Les phases 1 et 2, consacrées aux façades donnant sur la rue de Varenne et remplacement groupe froid, pourraient être fusionnées afin de réduire la durée du chantier, les coûts et les nuisances. La 3<sup>ème</sup> phase concernant les façades intérieures sont prévues pour 2027.

Confort thermique : la rue de Varenne pourrait être raccordée au réseau de rafraîchissement de la Ville de Paris. Cette option permettrait d'éviter l'installation d'un nouveau groupe froid.

## 3- Expérimentation du flex-office à la SDLP : modernisation des usages de travail

Le flex-office expérimenté à la SDLP porte sur trois bureaux, soit une surface de 528 m<sup>2</sup> pour 47 agents. Il implique une transformation profonde des modes d'occupation des espaces.

Plusieurs ateliers ont été menés avec les agents, les encadrants, la DSS et l'Assistance à maîtrise d'ouvrage. Des « **ambassadeurs** » représentant chaque bureau ont été mobilisés.

Le **scénario n°4** retenu propose des espaces pluriels : zones de travail partagées (8 à 10 postes), salle Silence, espaces de convivialité, zones de réunion, bulles visio et un « cœur de vie » avec les casiers des agents.

Les contraintes liées à l'architecture ancienne, à l'acoustique et au rafraîchissement ont été intégrées.



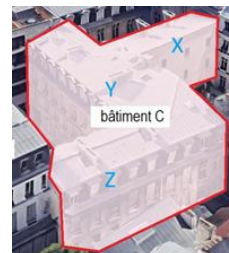
Comme à Maine, un accompagnement au changement est assuré via des webinaires et ateliers puis un retour d'expérience trois mois après l'installation.

Les travaux s'étendent de décembre 2025 à juin 2026. Pour accompagner la transition, le télétravail sera renforcé (jusqu'à trois jours possibles par semaine). Les équipements prévus incluent des bureaux électriques, écrans incurvés, casques audio, claviers silencieux et softphonie.

**Le budget global (études, travaux et mobilier) s'élève à 500 000 euros.**

#### 4- Remplacement des huisseries – Bâtiment C de Varenne

Le bâtiment C, classé monument historique, fera l'objet d'un programme en trois tranches visant au remplacement complet des huisseries. La Tranche Ferme, engagée le 12 janvier 2026, porte sur 33 huisseries de l'aile X, avec une fin prévue à la mi-avril. Les tranches optionnelles 1 et 2 concerneront respectivement 38 et 48 huisseries, prévues en 2026 puis en 2027.



**Montant total des travaux prévus : 935 000 €**

#### 5- Remplacement de l'ascenseur du bâtiment B

Le remplacement complet de l'ascenseur du bâtiment B a été engagé afin d'améliorer sa fiabilité et son accessibilité, notamment étant donné son usage intensif pour les déchets, le ménage et les déménagements. Après des rénovations réalisées en 2015 et 2018, la solution retenue est une dépose totale de l'existant au profit d'un nouvel ascenseur de 1 000 kg et remplacement des portes à chaque niveau.

Le marché, notifié le 1er décembre 2025, prévoit un début des travaux en avril 2026 pour une durée estimée à trois mois. Le coût total est de **172 000 euros**.